

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 13. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks dierlijke mest, afvloeisels en ander afvalwater dan huishoudelijk en regenwater te lozen in de ondergrond, een openbare riolering, een oppervlaktewater of een afvoer voor regenwater.

Art. 14. § 1. Dakwater wordt door een gootsysteem opgevangen.

§ 2. Het opgevangen dakwater wordt afgevoerd naar een regenput, een verliesput, draineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 15. De exploitant gebruikt de nodige middelen ter beperking van de uitstoot van geuren en stoffen uit de gebouwen of infrastructuur voor de huisvesting van dieren of uit de bijhorende installaties.

HOOFDSTUK VII. — *Afvalbeheer**Afdeling 1. — Dierlijke mest*

Art. 16. § 1. Bij gebrek aan een valorisatie door de exploitant wordt de dierlijke mest aan een valorisatiecontract onderworpen of door een geregistreerde ophaler overgenomen.

§ 2. De exploitant maakt een register op waarin hij voor elke handeling tot afvoer van dierlijke mest de volgende gegevens vermeldt :

- 1° de ophaaldatum;
- 2° de opgehaalde hoeveelheid in t of in m³;
- 3° het soort afvoerkanaal;
- 4° de naam van de afvoerder;
- 5° de bestemming van de dierlijke mest.

Afdeling 2. — Dierlijke afval

Art. 17. Elke opslagplaats voor krenge mag niet gelegen zijn op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een waterwinvoorziening, een piëzometer, een ingangspunt van een openbare riolering en op minder dan 20 meter van een woning van derden.

Art. 18. Het krenge wordt in afwachting van zijn verwijdering op een voor de door de exploitant gemachtigde personen vlot toegankelijke plaats in een opslagruimte of ten minste onder een dekzeil bewaard.

Art. 19. De exploitant bewaart de door de erkende ophaler overgemaakte lijsten van opgehaalde krenge.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en toezicht*

Art. 20. De in de artikelen 16, § 2, en 19 bedoelde registers worden gedurende vijf jaar op de exploitatiezetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slothbepalingen*

Art. 21. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 4 en 12 uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 510

[2007/200264]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté déterminant les conditions intégrales relatives aux terrains de camping d'une capacité inférieure à 50 emplacements

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis 41.166/4 du Conseil d'Etat donné le 26 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux terrains de camping d'une capacité inférieure à 50 emplacements visés par la rubrique 55.22.01 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° camping à la ferme : le camping touristique organisé par un exploitant agricole sur un terrain dépendant de son exploitation et n'accueillant aucune caravane de type résidentiel;

2° terrain de camping à la ferme : le terrain de camping touristique utilisé pour la pratique du camping à la ferme;

3° établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Sauf cas de limites naturelles, le terrain de camping est entouré d'un rideau de plantations d'essences locales et dissimulant le terrain à la vue.

Cette disposition ne s'applique pas aux terrains de camping à la ferme.

Art. 4. L'exploitant veille à ce qu'aucune tente ou caravane ne soit implantée sur un terrain de camping à la ferme à moins de 50 mètres d'une habitation de tiers existante.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 5. L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur indiquant au minimum que :

1° le fonctionnement des radios, pick-up et autres appareils sonores ne peut incommoder le voisinage et le silence est de rigueur entre 22 h et 7 h;

2° la circulation de véhicules à moteur est interdite de 22 h à 7 h, sauf pour les nouveaux arrivants;

3° le stationnement des véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures est interdit;

4° les abris ne peuvent servir ni à des activités ni au dépôt de marchandises qui aggraverait le danger d'incendie ou les conséquences d'un incendie;

5° les appareils de cuisine et de chauffage au gaz, au pétrole, à l'électricité ou autres sont installés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils sont placés dans un endroit bien ventilé et sur un support stable et peu inflammable;

6° il est interdit d'allumer un feu à moins de 100 mètres des habitations, des bois, des bruyères, des vergers, des haies, du blé, de la paille, des meules et des lieux où le lin est mis à sécher. Aucun feu, ni réchaud ne peut être allumé en dehors des abris de camping qu'après que le terrain ait été nettoyé, dans un rayon d'un mètre au moins, de toute branche, brindilles, feuilles mortes et herbages. Dès leur allumage, les feux sont tenus sous surveillance constante. Les feux de camp ne peuvent en aucun cas être allumés qu'avec l'autorisation expresse du gérant de l'établissement. Après extinction, les foyers sont soigneusement recouverts de sable ou de terre, ou copieusement arrosés d'eau;

7° il est interdit de jeter des détritiques, ordures et déchets de toutes sortes ailleurs que dans les poubelles ou collecteurs placés à cet effet;

8° les eaux usées ne peuvent être déversées qu'aux endroits désignés à cet effet;

9° les wc chimiques ne peuvent être vidangés qu'aux endroits désignés à cet effet.

CHAPITRE IV. — *Bruit*

Art. 6. Toute activité extérieure nécessitant l'utilisation d'installations d'émission de musique amplifiée électroniquement est interdite entre 22 h 00 et 7 h 00.

CHAPITRE V. — *Eau*

Section 1^{re}. — Eaux usées domestiques

Art. 7. § 1^{er}. Les eaux usées domestiques, issues des blocs sanitaires et abris fixes, sont évacuées ou traitées conformément aux dispositions prévues par le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

§ 2. Les eaux issues des aires de point d'eau en matériaux durs, des emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel raccordés à l'eau sont collectées au moyen d'un réseau d'égouttage interne au camping et sont évacuées ou traitées conformément aux dispositions prévues par le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

§ 3. La capacité épuratoire du terrain de camping est déterminé sur la base des données visées dans le tableau suivant :

Détermination de la capacité épuratoire du terrain de camping

Type d'emplacement	Nombre d'équivalent-habitant (EH)
Emplacement réservé aux tentes	1 emplacement = 1,5 EH
Emplacement réservé aux caravanes routières, aux motorhomes ou autres abris analogues	1 emplacement = 1,5 EH
Emplacement réservé aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris fixes	1 emplacement = 2 EH

Section 2. — Effluents des WC chimiques

Art. 8. § 1^{er}. Tout rejet d'effluents de wc chimiques dans un égout public, dans une eau de surface ou dans le sol est interdit.

Le stockage des effluents répond aux conditions suivantes :

1° le stockage s'effectue dans une citerne de capacité suffisante, étanche et dépourvue de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas d'écoulement vers le milieu extérieur;

2° le point de vidange des wc chimiques et la citerne de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture;

3° le point de vidange des wc chimiques raccordé à la citerne est clairement renseigné.

§ 2. Le terrain de camping est équipé d'une ou de plusieurs citernes dont le volume est calculé comme suit :

1° 500 litres par groupe ou partie de groupe de 25 caravanes routières;

2° 2 000 litres par groupe ou partie de groupe de 5 motorhomes;

3° 250 litres par groupe ou partie de groupe de 25 caravanes résidentielles.

Chaque citerne est vidangée au moins une fois l'an, à la fin de la saison touristique, par un vidangeur agréé.

CHAPITRE VI. — *Gestion des déchets*

Art. 9. Le terrain de camping est équipé d'un matériel collecteur d'immondices adéquat, composé, soit de poubelles avec couvercle, soit de sacs en matière plastique, soit de conteneurs fermés, qui est en permanence opérationnel.

Art. 10. La destruction de déchets par combustion est interdite.

CHAPITRE VII. — *Prévention des accidents et des incendies*

Art. 11. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 12. Le terrain de camping dispose d'un raccordement à la voie publique par un chemin carrossable permettant l'accès de véhicules équipés d'appareils de lutte contre l'incendie et de voies carrossables intérieures d'une largeur minimale de trois mètres utilisables par tout temps.

Le stationnement des véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures est interdit.

Art. 13. Le terrain de camping est pourvu d'au moins un poste d'incendie.

Chaque poste d'incendie est équipé d'extincteurs portatifs à poudre polyvalente type ABC d'une capacité minimale d'une unité et demi d'extinction.

Les extincteurs répondent aux normes belges ou à toute autre norme équivalente. Les extincteurs sont contrôlés chaque année par une firme agréée.

Le matériel d'incendie est logé dans une armoire fixe que l'on peut ouvrir aisément.

Des plaques indicatrices portant l'inscription "poste d'incendie" en caractères d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc, sont placées en différents endroits du terrain de camping pour indiquer le chemin d'accès le plus rapide.

L'inscription "poste d'incendie" peut être remplacée par des pictogrammes clairement identifiables.

Art. 14. Les articles 12 et 13 ne s'appliquent pas aux terrains de camping à la ferme.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 15. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 7, § 2, s'applique aux établissements existants au plus tard le 31 décembre 2009.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales.

Art. 17. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 510

[2007/200264]

21. DEZEMBER 2006 — Erlass zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Campingplätze mit einer Kapazität von weniger als 50 Stellplätzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5 § 2 und § 3, 7 § 1, 8 und 9;

Aufgrund des am 26. September 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 41.166/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf Campingplätze mit einer Kapazität von weniger als 50 Stellplätzen gemäß den Rubriken 55.22.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Camping auf dem Bauernhof: das touristische Camping, das von einem Landwirt auf einem Gelände organisiert wird, das seinem Betrieb angehört, und auf dem keine Mobilheime stehen dürfen;

2° Campingplatz auf dem Bauernhof: das Gelände für touristisches Camping, das für das Camping auf dem Bauernhof benutzt wird;

3° bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen war, sowie ein Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

Art. 3 - Außer im Falle, wo natürliche Grenzen bestehen, ist der Campingplatz mit einer aus lokalen Arten bestehenden Gehölzkulisse umgeben, die einen Sichtschutz bildet.

Diese Bestimmung ist nicht auf die Campingplätze auf dem Bauernhof anwendbar.

Art. 4 - Der Betreiber sorgt dafür, dass auf einem Campingplatz auf dem Bauernhof kein Zelt oder kein Wohnwagen in einem Abstand von weniger als 50 Metern von einer bestehenden Wohnung von Drittpersonen aufgestellt wird.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 5 - Der Betrieb verfügt über eine allgemeine Dienstordnung, in der mindestens folgende Angaben stehen:

1° die Benutzung von Radios, Platten- bzw. CD-Spielern oder sonstigen Geräten, die Lärm erzeugen, darf die Nachbarschaft nicht belästigen; zwischen 22 Uhr und 7 Uhr herrscht Ruhe;

2° der Verkehr von Kraftfahrzeugen ist von 22 Uhr bis 7 Uhr untersagt, außer für neu ankommende Campinggäste;

3° das Parken von Fahrzeugen auf Zufahrtstraßen und inneren Wegen ist verboten;

4° die Campingunterkünfte dürfen zu keiner Tätigkeit noch zum Lagern von Waren dienen, die die Feuergefahr erhöhen oder die Folgen eines Brandes erschweren würden;

5° Küchen- und Heizgeräte mit Gas-, Petroleum- oder Strombetrieb oder sonstige sind so eingerichtet, dass sie alle Sicherheitsgewähr bieten. Sie werden an einer gut belüfteten Stelle auf einem schlechten Wärmeleiter aufgestellt;

6° das Zünden von Feuer in einem Abstand von weniger als 6 Metern von Wohnungen, Wäldern, Heiden, Obstgärten, Hecken, Heu, Stroh, Schobern und Stellen, wo Flachs getrocknet wird, ist untersagt. Kein Feuer und kein Herd darf außerhalb der Campingunterkünfte angezündet werden, wenn das Gelände nicht zuvor in einem Umkreis von mindestens einem Meter von jeglichen Ästen, Zweigen, dürrem Laub, Gras, usw. gereinigt wurde. Sofort nach Anzünden stehen die Feuerstellen unter ständiger Aufsicht. Lagerfeuer dürfen nur mit ausdrücklicher Genehmigung des Leiters des Campinggeländes angezündet werden. Nach Erlöschen werden die Feuerstellen sorgfältig mit Sand oder Erde überdeckt oder reichlich mit Wasser übergossen;

7° Abfälle, Müll und sonstiger Unrat darf nur in den hierzu bestimmten Mülleimern und Behältern deponiert werden;

8° Abwässer dürfen nur an den hierfür vorgesehenen Stellen ausgeschüttet werden;

9° chemische Toiletten dürfen nur an den hierfür vorgesehenen Stellen entleert werden.

KAPITEL IV — *Lärm*

Art. 6 - Aktivitäten im Freien, die die Benutzung von Anlagen mit elektronisch verstärkter Musik erfordern, sind zwischen 22 Uhr und 7 Uhr verboten.

KAPITEL V — *Wasser*

Abschnitt 1 — Haushaltsabwasser

Art. 7 - § 1. Das aus sanitären Einrichtungen und ortsfesten Campingunterkünften stammende Abwasser wird in Übereinstimmung mit den in dem Buch II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bestimmungen entsorgt oder behandelt.

§ 2. Das aus mit harten Materialien gebauten Wasserstellen sowie Stellplätzen für an das Wassernetz angeschlossene Mobilheime stammende Wasser wird anhand eines dem Campingplatz eigenen Kanalisationsnetzes gesammelt und in Übereinstimmung mit den in dem Buch II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bestimmungen entsorgt oder behandelt.

§ 3. Die Abwasserbehandlungskapazität des Campingplatzes wird aufgrund der Angaben in folgender Tabelle bestimmt:

Bestimmung der Abwasserbehandlungskapazität des Campingplatzes:

Art des Stellplatzes	Anzahl Einwohnerequivalente (EGW)
Stellplatz für Zelte	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Stellplatz für Wohnwagen, Wohnmobile und ähnliche Campingunterkünfte	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Stellplatz für Mobilheime und ähnliche Campingunterkünfte sowie für feste Unterkünfte	1 Stellplatz = 2 EGW

Abschnitt 2 — Abwässer aus chemischen Toiletten

Art. 8 - § 1 - Das Ableiten von Abwasser aus chemischen Toiletten in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in ein Oberflächengewässer ist untersagt.

Die Abwässer werden unter Beachtung der nachstehenden Bedingungen gelagert:

1° der Tank, in dem die Abwässer gelagert werden, hat eine zureichende Kapazität, ist wasserdicht, und hat keinen Überlauf, so dass ein Abfließen in die Umwelt unmöglich ist;

2° der Ort, wo die chemischen Toiletten entleert werden und der Tank für die Lagerung der Abwässer sind so gestaltet, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird;

3° der Ort, wo die chemischen Toiletten entleert werden, und der an den Tank angeschlossen ist, wird deutlich angegeben.

§ 2. Der Campingplatz ist mit einem oder mehreren Tanks ausgerüstet, deren zusammengerechnetes Volumen wie folgt berechnet wird:

1° 500 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 25 Wohnwagen;

2° 2 000 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 5 Wohnmobilen;

3° 250 Liter pro Gruppe oder Teilgruppe von 25 Mobilheimen.

Jeder Tank wird mindestens einmal pro Jahr am Ende der touristischen Saison von einem zugelassenen Entleerer entleert.

KAPITEL VI — Abfallwirtschaft

Art. 9 - Der Campingplatz ist mit angemessenen, stets betriebsfähigen Vorrichtungen für die Müllsammlung ausgerüstet; diese bestehen entweder aus Mülleimern mit Deckel, oder Plastiksäcken, oder auch geschlossenen Behältern.

Art. 10 - Die Vernichtung der Abfälle durch Verbrennung ist untersagt.

KAPITEL VII — Feuer- und Unfallverhütung

Art. 11 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 12 - Der Campingplatz ist über einen befahrbaren Weg mit dem öffentlichen Straßennetz verbunden, und verfügt über mindestens 3 Meter breite innere Wege, die stets und unabhängig von den Wetterbedingungen befahrbar sind, so dass er für mit Feuerbekämpfungsgeräten ausgerüstete Fahrzeuge stets zugänglich ist.

Das Parken von Fahrzeugen auf Zufahrtstraßen und inneren Wegen ist verboten.

Art. 13 - Der Campingplatz verfügt mindestens über eine Feuerlöschstelle.

Jede Feuerlöschstelle ist mit tragbaren Feuerlöschern mit Mehrzweck-Trockenlöschpulver des Typs ABC und einer Mindestkapazität von anderthalb Löscheinheiten ausgerüstet.

Die Löschgeräte genügen den belgischen oder gleichwertigen Normen. Sie werden jedes Jahr von einer anerkannten Firma kontrolliert.

Das Feuerlöschmaterial befindet sich in einem ortsfesten Schrank, der einfach zu öffnen ist.

Kennschilder mit der Bezeichnung "poste d'incendie" - "Feuerlöschstelle" in mindestens acht Zentimeter hohen roten Buchstaben auf weißem Hintergrund befinden sich an mehreren Orten im Campingplatz, um den schnellsten Weg zur Feuerlöschstelle anzugeben.

Die Angabe "poste d'incendie" - "Feuerlöschstelle" kann durch deutliche erkennbare Piktogramme ersetzt werden.

Art. 14 - Die Artikel 12 und 13 sind nicht auf die Campingplätze auf dem Bauernhof anwendbar.

KAPITEL VIII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 15 - Der vorliegende Erlass findet auf die bereits bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 7 § 2 spätestens am 31. Dezember 2009 auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am Inkrafttretedatum des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen in Kraft.

Art. 17 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 510

[2007/200264]

21 DECEMBER 2006. — Besluit tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende kampeerterreinen met een capaciteit van minder dan 50 plaatsen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7, § 1, 8 en 9;

Gelet op het advies 41.166/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op kampeerterreinen met een capaciteit van minder dan 50 plaatsen bedoeld in de rubriek 55.22.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° hoevecamping : toeristische camping georganiseerd door een landbouwexploitant op een terrein dat deel uitmaakt van zijn exploitatie en niet voor stacaravans bestemd is;

2° kampeerterrein op de hoeve : toeristisch kampeerterrein bestemd voor hoevecamping;

3° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, alsook inrichting waarvoor een vergunningaanvraag werd ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. Het terrein is omgeven door een rij inheemse gewassen en wordt zo aan het zicht onttrokken, behalve in geval van natuurlijke begrenzing.

Deze bepaling is niet van toepassing op kampeerterreinen op de hoeve :

Art. 4. De exploitant ziet er op toe dat geen tent of caravan op een kampeerterrein op de hoeve geïnstalleerd wordt op minder dan 50 meter van een bestaande woning van derde.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie

Art. 5. De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement waarin op zijn minst de volgende richtlijnen vastliggen :

1° het laten spelen van radio's, platendraaiers en andere geluidstoestellen mag de buurt niet storen en tussen 22 uur en 7 uur wordt stilte vereist;

2° het verkeer van motorvoertuigen is verboden tussen 22 uur en 7 uur, behalve voor de kampeerders die aankomen;

3° het parkeren van de voertuigen op de toegangs- en binnenwegen is verboden;

4° in de verblijven mogen geen activiteiten plaatsvinden of goederen worden opgeslagen die het gevaar voor brand of de gevolgen ervan zouden kunnen vergroten;

5° gas-, petroleum-, elektrische en andere kook- en verwarmingstoestellen moeten derwijze opgesteld zijn dat zij alle veiligheidsmaatregelen bieden. Zij worden op een goed geventileerde plaats geïnstalleerd op een stevige en weinig ontvlambare plaats;

6° er mag geen vuur gemaakt worden op minder dan 100 m van woningen, bossen, heide, boomgaarden, hagen, koren, stro, hooischelven en plaatsen waar vlas te drogen ligt. Buiten de kampeerverblijven mogen vuren en komforen slechts worden aangestoken wanneer het terrein binnen een straal van minstens één meter vrijgemaakt is van alle takken, twijgen, dode bladeren en groen. Zodra aangestoken, moeten zij onder permanent toezicht staan. Kampvuren mogen in geen geval worden aangestoken zonder de uitdrukkelijke toelating van de kampleider. Na uitdoving moeten de haarden zorgvuldig met zand of aarde bedekt of overvloedig met water besproeid worden;

7° het is verboden om het even welke afval of vuilnis elders dan in de daartoe bestemde vuilnisbakken of containers te werpen;

8° het afvalwater mag slechts op de daartoe bestemde plaatsen geloosd worden;

9° chemische wc's mogen slechts op de daartoe bestemde plaatsen schoongemaakt worden.

HOOFDSTUK IV. — Lawaai

Art. 6. Elke buitenactiviteit die het gebruik van elektronische versterkte muzikemissie-installaties vereist is verboden tussen 22 uur en 7 uur.

HOOFDSTUK V. — Water**Afdeling 1. — Huishoudelijk afvalwater**

Art. 7. § 1. Het huishoudelijk afvalwater van de sanitaire eenheden en niet-verplaatsbare verblijven worden afgevoerd of behandeld overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 2. Het water uit de tappunten in hard materiaal en uit de plaatsen voorbehouden aan stacaravans die op water aangesloten zijn, worden opgevangen door de interne riolering van de camping en afgevoerd of behandeld overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 3. De zuiveringscapaciteit van het kampeerterrein wordt bepaald op grond van de gegevens opgenomen in onderstaande tabel :

Zuiveringscapaciteit van het kampeerterrein

Soort plaats	Aantal inwonersequivalent (IE)
Plaats voorbehouden aan tenten	1 plaats = 1,5 IE
Plaats voorbehouden aan rijcaravans, kampeerwagens of andere gelijkaardige verblijven	1 plaats = 1,5 IE
Plaats voorbehouden aan stacaravans of andere gelijkaardige verblijven, alsook aan niet verplaatsbare verblijven	1 plaats = 2 IE

Afdeling 2. — Afvalwater van chemische wc's

Art. 8. § 1. Het is verboden afvalwater van chemische wc's in een openbare riolering, een oppervlaktewater of in de grond te lozen.

De opslag van het afvalwater voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° het wordt opgeslagen in een waterdichte tank met voldoende capaciteit en zonder overlooppijp om afwatering naar buiten te voorkomen;

2° het aflaatpunt van de chemische wc's en de tank worden ingericht zodat geen afvloeiend water of dakwater kan binnensijpelen;

3° het aflaatpunt van de chemische wc's aangesloten op de tank is duidelijk aangegeven.

§ 2. Het kampeerterrein is uitgerust met één of meer tanks waarvan het volume berekend is als volgt :

1° 500 liter per groep of groepgedeelte van 25 rijcaravans;

2° 2 000 liter per groep of groepgedeelte van 5 kampeerwagens;

3° 250 liter per groep of groepgedeelte van 25 stacaravans.

Elke tank wordt minstens één keer per jaar aan het einde van het toeristisch seizoen door een erkende rioolruimer geleid.

HOOFDSTUK VI. — Afvalbeheer

Art. 9. Het kampeerterrein is uitgerust met geschikt en voortdurend operationeel materiaal voor afvalophaal, met name vuilnisbakken met deksel, plastic zakken of gesloten containers.

Art. 10. Het is verboden afval door verbranding te vernietigen.

HOOFDSTUK VII. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 11. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 12. Het kampeerterrein is op de openbare weg aangesloten door een berijdbare weg die toegankelijk is voor brandweervoertuigen en beschikt over berijdbare binnenwegen die minimum drie meter breed zijn en onder alle weersomstandigheden gebruikt kunnen worden.

Het parkeren van de voertuigen op de toegangs- en binnenwegen is verboden.

Art. 13. Het kampeerterrein beschikt over minstens één brandbluspost.

Elke brandbluspost beschikt over draagbare snelblussers met polyvalent ABC-poeder waarvan de minimumcapaciteit gelijk is aan anderhalve bluseenheid.

De snelblussers voldoen aan de Belgische normen of aan elke andere gelijkwaardige norm. Ze worden jaarlijks gecontroleerd door een erkende firma.

Het brandblusmateriaal bevindt zich in een muurkast die makkelijk geopend kan worden.

Om de kortste toegangsweg tot de brandweerpost aan te geven staan op verschillende plaatsen van het toeristisch kampeerterrein borden met het opschrift "poste d'incendie" in rode letters van minstens acht centimeter hoog op een witte achtergrond.

Het opschrift "poste d'incendie" kan worden vervangen door goed zichtbare pictogrammen.

Art. 14. De artikelen 12 en 13 zijn niet van toepassing op kampeerterrainen op de hoeve :

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid is artikel 7, § 2, uiterlijk 31 december 2009 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden.

Art. 17. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN